Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 30 JUN 2005

Message Text

PAGE 01 NATO 01927 01 OF 02 082156Z

67
ACTION EUR-25

INFO OCT-01 ISO-00 CIAE-00 PM-07 INR-10 L-03 NEA-10

NSAE-00 PA-04 RSC-01 PRS-01 SP-03 USIA-15 TRSE-00

SAJ-01 SS-20 NSC-07 ACDA-19 LS-01 DODE-00 DRC-01 /129 W
---------- 006912
R 082005Z APR 74
FM USMISSION NATO
TO SECSTATE WASHDC 5077
INFO ALL NATO CAPITALS 3863
AMEMBASSY BELGRADE

C O N F I D E N T I A L SECTION 1 OF 2 USNATO 1927

E.O. 11652: GDS
TAGS: PFOR, NATO, YO, IT
SUBJECT: SPC DISCUSSION OF "ZONE B" DISPUTE

IN APRIL 8 SENIOR POLITICAL COMMITTEE MEETING, ITALIAN REP (BETTINI) TRACED--AS THE ITALIANS SEE IT--THE JURIDICAL AND HISTORICAL BACK-GROUND OF THE TRIESTE ISSUE AND ITS PLACE IN POSTWAR ITALO-YUGOSLAV RELATIONS. PRINCIPAL HISTORICAL FEATURES WERE THE CREATION OF THE FREE TERRITORY OF TRIESTE WITH TWO ZONES ("A" AND "B") IN 1946; THE ASSIGNMENT OF "ZONE A" TO ITALY AFTER THE US/UK TROOP WITHDRAWAL FROM THE FREE TERRITORY IN 1953, AND THE LONDON MEMORANDUM OF 1954 WHICH DE FACTO GAVE ITALIANS JURISDICTION OVER "ZONE A"AND YUGOSLAVS JURISDICTION OVER "ZONE B." BETTINI REVIEWED CONTRASTING ITALIAN AND YUGOSLAV VIEWS ON LEGAL MEANING OF LONDON MEMORANDUM AS A PERM-ANENT AWARE OF SOVEREIGNTY OVER "ZONES A AND B." BETTINI ALSO MEN-TIONED FRUITLESS ATTEMPT IN MARCH 1973 BY MEDICI, THEN ITALINA FOREIGN MINISTER, TO REACH A "GLOBAL SOLUTION" WITH YUGOSLAVIA COVERING ALL OUTSTANDING ELEMENTS OF THE TRIESTE ISSUE. ITALIAN REP ALSO RECOUNTED THE GENESIS OF THE CURRENT EDITION OF THE DISPUTE WITH PLACEMENT OF THE OFFENDING BORDER-MARKING SIGNS BY YUGOSLAV AUTHORITIES.

2. IN HIS PRESENTATION (A TEXT IN FRENCH IS TRANSMITTED BELOW), BETTINI MENTIONED NEITPHXQVP US' HISTORICAL ROLE IN THE CONFIDENTIAL

PAGE 02 NATO 01927 01 OF 02 082156Z

TRIESTE MATTER NOR THE JUST-CONCLUDED US-ITALIAN JOINT EXER-CISE "DARK IMAGE".

3. BEGIN TEXT

Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 30 JUN 2005

Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 30 JUN 2005

LE PROBLEME DE LA DELIMITATION DE LA NOUVELL FRONTIERE
ITALO-YOUGOSLAVE A ETE EXAMINE PAR LES QUATRE GRANDS EN 1946 EN
AYANT A L'ESPRIT, ENTRE AUTRE, LE RAPPORT D'UNE COMMISSION QUA
DRIPARTITE QUI AVAIT VISITE LA VENEZIA GUILIA AU COURS DU MOIS
DE MARS DE CETTE MEME ANNEE. EN PARTICULIER, LE 3 JUILLET
1946 LES QUATRE GRANDS DECIDERENT DE FIXER LA NOUVELLE FRONTIERE
ENTRE LES DEUX PAYS LE LONG DE L'AINSI DITE "LIGNE FRANCAISE"
MAIS EN CREANT EN MEME TEMPS DU COTE ITALIEN DE CETTE LIGNE-
SUIVANT UNE SUGGESTION DE M. BIDAULT - UN TERRITOIRE LIBRE AUTOUR
DE LA VILLE DE TRIESTE.

AU COURS DE LA CONFERENCE DE PAIX DE PARIS, LES ALLIES
DECIDERENT QUE L'ITALIE DEVAIT CEDER A LA YOUGOSLAVIE 7.429 KM2
DE TERRITOIRE DE LA VENEZIA GIULIA, OU HABITAIENT PLUS DE 350.000
CITOYENS D'EXPESSION ITALIENNE. EN MEME TEMPS IL DECIDERENT
DE CREER UN TERRITOIRE LIBRE, COMPRENANT LA VILLE DE TRIESTE ET
SES ALENTOURS, A L'OUEST DE LA NOUVELLE FRONTIERE, QUI SE TROU-
VAIT EN PARTIE SOUS OCCUPATION ANGLO-AMERICAINE (ZONE A) ET EN
PARTIE SOUS OCCUPATION YOUGOSLAVE (ZONE B).

SUCCESSIVEMENT, LES ALLIES CONSTATERENT L'IMPOSSIBILI
TE DE NOMMER UN GOUVERNEUR DU TERRITOIRE LIBRE ACCEPTABLE PAR TOU
TES LES PARTIES INTERESSEES ET FURENT OBLIGES DE RECONNAITRE
EGALEMENT L'IMPOSSIBILITE DE CREER PRATIQUEMENT UNE ADMINISTRATION
AUTONOME DU DIT TERRITOIRE.
EN MEME TEMPS, LA POLITIQUE POURSUIVIE PAR LA YOUGOSLA-
VIE DANS LA ZONE B RISQUAIT DE PORTER PREJUDICE AUX INTERETS ITALIENS
DANS CETTE PARTIE DU TERRITOIRE ET LES ALLIES PROPOSAIENT ALORS
PUBLIQUEMENT QUE TOUT LE TERRITOIRE LIBRE DE TRIESTE LAISSE
SOUS LA SOUVERAINETE ITALIENNE. CETTE PROPOSITION ETAIT REJETEE
PAR BELGRADE ET MOSCOU.

LE 8 OCTOBRE 1953, LES AMBASSADEURS DES ETATS-UNIS ET
DU ROYAUME-UNI A ROME ONT FAIT CONNAITRE AU PRESIDENT DU CONSEIL
ITALIEN L'INTENTION DE LEUR GOUVERNMENT DE RETIRER LEURS TROU-
PES DE TRIESTE ET DE CONFIER L'ADMINISTRATION DE LA ZONE A AU
CONFIDENTIAL

PAGE 03 NATO 01927 01 OF 02 082156Z

GOUVERNMENT ITALIEN. LE 9 OCTOBER, LE PRESIDENT PELLA ASSURAIT
LE PARLEMENT QUE L' ACCEPTION DE L'ITALIE D'ADMINISTRER LA ZONE
A NE COMPORTAIT NULLEMENT L'ABANDON DES REVENDICATIONS ITALIEN-
NES RELATIVES A LA ZONE B.

UNE SOLUTION "DE FACTO" ETAIT TROUVEE AVEC LE MEMORAN
DUM DE LONDRES DU 5 OCTOBRE 1954 QUI CONFIAIT A L 'ADMINISTRATION
CIVILE RESPECTIVE DE L'ITALIE ET DE LA YOUGOSLAVIE LES ZONES A
ET B ALORS QU'UNE PARTIE DE LA ZONE A (ALBARO-VESCOVA) ETAIT RAT
TACHEE A LA ZONE B. LE MEMORANDUM NE MENTIONNE PAS LES PROBLEMES
DE SOUVERAINETE OU DE FRONTIERE ET NE PREVIT AUCUNE DUREE LIMI
TE. IL PREVOIT UN STATUT SPECIAL POUR LES MINORITES ETHNIQUES.

Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 30 JUN 2005

Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 30 JUN 2005

BELGRADE A, PEU DE TEMPS APRES, SOUTENU LA THESE QUE,
GRACE AU MEMORANDUM DE LONDRES, LE TERRITOIRE LIBRE DE TRIESTE
AVAIT ETE PARTAGE D'UNE FACON DEFINITIVE ENTRE L'ITALIE ET LA
YOUGOLSAVIE. DU POINT DE VUE YOUGOSLAVE, L'ITALIE AURAIT PERDU
SA SOUVERAINETE SUR LE TERRITOIRE LIBRE DE TRIESTE SUR LA BASE DE
L'ARTICLE 21, PARAGRAPHE 2 DU TRAITE DE PAIX ET QU'ELLE L'AURAIT
RECUPEREE, POUR LA SEULE ZONE A, GRACE AU MEMORANDUM DE LONDRES AU
MOMENT MEME OU LA YOUGOSLAVIE OBTENAIT LA SOUVERAINETE POUR LA
ZONE B (ALTERNATIVEMENT, BELGRADE SOUTIENT LA THESE QUE SI ELLE
N'A PAS ACQUIS LA SOUVERAINETE POUR LA ZONE B, ROME NE L'A PAS
RECUPEREE POUR LA ZONE A). PAR CONTRE, COMME ROME L'A TOUJOURS
SOUTENU, L'ITALIE N'A JAMAIS PERDU SA SOUVERAINETE POUR L'ENSEM
BLE DU TERRITOIRE LIBRE ETANT DONNE QUE TOUTE LA PERTINENTE
SECTION III (QUI COMPREND L'ARTICLE 21) ET L'ANNEXE IX DUT TRAITE
DE PAIX NE SONT JAMAIS ENTRES EN VIGUEUR EN RAISON DU DESACCORD
ENTRE LES GRANDES PUISSANCES SUR LES MODALITES NECESSAIRES POUR
CREER LE TERRITOIRE LIBRE. PAR CONSEQUENT, LE MEMORANDUM DE LON
DRES DE 1954, QUI NE FAIT PAS ETAT DU PROBLEME DE SOUVERAINETE,
N'AURAIT INNOVE EN RIEN LE DROIT DE SOURVERAINETE DE L'ITALIE SUR
TOUT LE TERRITOIRE LIBRE DE TRIESTE.

AU COURS DES ANNEES SUIVANTES, LES RAPPORTS ENTRE ROME
ET BELGRADE SONT ENTRES DANS UNE PHASE DE PROGRESSIVE ET ENCOURA
GEANTE AMELIORATION. NEANMOINS, DES INTERPRETATIONS DIVERGENTES
EXISTAIENT TOUJOURS POUR CE QUI A TRAIT AUX IMPLICATIONS JURIDI-
QUEST DU MEMORANDUM DE LONDRES. EN PARTICULIER, UNE LOI YOUGOSLA
VE DU 26 OCTOBRE 1954 IMPOSAIT AUX HABITANTS DE LA ZONE B DE NA
TIONALITE ITALIENNE LES MEMES DROITS ET LES MEMES DEVOIRS QUE LES
CONFIDENTIAL

PAGE 04 NATO 01927 01 OF 02 082156Z

CITOYENS YOUGOSLAVES. PAR UNE NOUVELLE LOI DU 23 OCTOBRE 1964,
LES HABITANTS DE LA ZONE B ETAIENT CONSIDERES CITOYENS YOUGOSLA-
VES A TOUS LES EFFETS. PAR UN AIDE-MEMOIERE DU 1ER MARS 1965,
L'ITALIE PROTESTAIT OFFICIELLEMENT CONTRE CETTE LOI EN RAPPELANT
QUE PAR LE MEMORANDUM DE LONDRES ELLE N'AVAIT PAS CEDE A LA YOU
GOSLAVIE LA ZONE B ET AUCUN PASSAGE DE SOUVERAINETE N'AVAIT EU
LIEU. EN MEME TEMPS, LES AUTORITIES YOUGOSLAVES PLACAIENT LE
LONG DE LA LIGNE DE DEMARCATION ENTRE LA ZONE A ET LA ZONE B DES
PANNEAUX AVEC L'INDICATION "FRONTIER D'ETAT". CES PANNEAUX
ETAIENT ENLEVES APRES UNE FERME PROTESTATION ITALIENNE.

CONFIDENTIAL

PAGE 01 NATO 01927 02 OF 02 082141Z

67
ACTION EUR-25

INFO OCT-01 ISO-00 CIAE-00 PM-07 INR-10 L-03 NEA-10

    NSAE-00 PA-04 RSC-01 PRS-01 SP-03 USIA-15 TRSE-00

Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 30 JUN 2005

Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 30 JUN 2005

SAJ-01 SS-20 NSC-07 ACDA-19 LS-01 DODE-00 DRC-01 /129 W
---------- 006779
R 082005Z APR 74
FM USMISSION NATO
TO SECSTATE WASHDC 5078
INFO ALL NATO CAPITALS 3864
AMEMBASSY BELGRADE

C O N F I D E N T I A L SECTION 2 OF 2 USNATO 1927

LE DIFFEREND SUR LE "STATUS CIVITATIS" DES HABITANTS
DE LA ZONE B N'A D'AILLEURS PAS CESSE ET EN 1967 L'ITALIE A RAP-
PELE A LA YOUGOSLAVIE QUE, SUR LA BASE DE L'ARTICLE 6, ALINEA
VI DU TRAITE DE PAIX, LES HABITANTS DU TERRITOIRE LIBRE AURAIENT
PERDU LA NATIONALITE ITALIENNE UNIQUEMENT APRES L'ADOPTION DE LA
CHARTE CONSTITUTIONNELLE DU TERRITOIRE MEME, CE QUI N'A JAMAIS
EU LIEU.

LE PROBLEME EST RESTE EN VEILLEUSE JUSQU'EN SEPTEMBRE
1972, PERIODE A LAQUELLE LA YOUGOSLAVIE A NATIONALISE LES BIENS
ITALIENS "LIBRES" DE LA ZONE B, EN VIOLATION DE L'ARTICLE 8 DU
MEMORANDUM DE LONDRES.

L'ON DOIT D'AUTRE PART RAPPEULER QUE LE DIFFEREND ITA
LO-YOUGOSLAVE NE SE BORNE PAS AU STATUT DE LA ZONE B. IL EXISTE
TROIS AUTRES PROBLEMES MAJEURS OUVERTS:

1) LES "POCHES" D'OCCUPATION YOUGOSLAVE ENTRE MONTE FORNO ET DOS-
SO GIULIO;

2) LA DELIMITATION DE LA FRONTIERE SUR UNE LONGUEUR DE 24 KMS;

3) L DELIMITATION DES EAUX DU GOLFE DE TRIESTE.

CONFIDENTIAL

PAGE 02 NATO 01927 02 OF 02 082141Z

AFIN D'ARRIVER A UNE SOLUTION GLOBALE DE CES PROBLEMES,
LE 19 MARS 1973 LE MINISTRE MEDICI SE RENCONTRAIT A RAGUSA AVEC
SON COLLEGUE MINICH ; MALGRE LA BONNE VOLONTE ITALIENNE, LA REN-
CONTRE N'ABOUTISSAIT A AUCUN RESULTAT EN RAISON DE LA DETERMINA
TION YOUGOSLAVE DE REFUSER TOUTES LES PROPOSITIONS ITALIENNES
QUI ETAIENT D'AILLERUS TRES RAISONNABLES.

FINALEMENT, EN JANVIER 1974 LES AUTORITES YOUGOLSLAVES
ONT PLACE DES PANNEAUX LIBELLES "REPUBLIQUE SOCIALISTE FEDERATIVE
YOUGOSLAVE - REPUBLIQUE SOCIALISTE DE SLOVENIE" A PROXIMITE
DES POSTES DE CONTROLE PLACES LE LONG DE LA LIGNE DE DEMARCATION
ENTRE ZONE A ET ZONE B.

CONTRE CETTE TENTATIVE D'ANNEXION UNILATERALE DE LA
ZONE B, L'ITALIE A DU PRESENTER LE 11 MARS UNE PROTESTATION
AFIN D'INTERROMPRE TOUTE FORME DE PRESCRIPTION EN FAVEUR DE

Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 30 JUN 2005

Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 30 JUN 2005

BELGRADE.

END TEXT
RUMSFELD

CONFIDENTIAL

<< END OF DOCUMENT >>

Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 30 JUN 2005

Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 30 JUN 2005

Message Attributes

Automatic Decaptioning: X
Capture Date: 11 JUN 1999
Channel Indicators: n/a
Current Classification: UNCLASSIFIED
Concepts: n/a
Control Number: n/a
Copy: SINGLE
Draft Date: 08 APR 1974
Decaption Date: 01 JAN 1960
Decaption Note:
Disposition Action: RELEASED
Disposition Approved on Date:
Disposition Authority: garlanwa
Disposition Case Number: n/a
Disposition Comment: 25 YEAR REVIEW
Disposition Date: 28 MAY 2004
Disposition Event:
Disposition History: n/a
Disposition Reason:
Disposition Remarks:
Document Number: 1974ATO01927
Document Source: ADS
Document Unique ID: 00
Drafter: n/a
Enclosure: n/a
Executive Order: 11652 GDS
Errors: n/a
Film Number: n/a
From: NATO
Handling Restrictions: n/a
Image Path:
ISecure: 1
Legacy Key: link1974/newtext/t19740482/abbryugd.tel
Line Count: 222
Locator: TEXT ON-LINE
Office: n/a
Original Classification: CONFIDENTIAL
Original Handling Restrictions: n/a
Original Previous Classification: n/a
Original Previous Handling Restrictions: n/a
Page Count: 5
Previous Channel Indicators:
Previous Classification: CONFIDENTIAL
Previous Handling Restrictions: n/a
Reference: n/a
Review Action: RELEASED, APPROVED
Review Authority: garlanwa
Review Comment: n/a
Review Content Flags:
Review Date: 09 APR 2002
Review Event:
Review Exemptions: n/a
Review History: RELEASED <09 APR 2002 by elyme>; APPROVED <04-Sep-2002 by garlanwa>
Review Markings:

Declassified/Released
US Department of State
EO Systematic Review
30 JUN 2005

Review Media Identifier:
Review Referrals: n/a
Review Release Date: n/a
Review Release Event: n/a
Review Transfer Date:
Review Withdrawn Fields: n/a
Secure: OPEN
Status: NATIVE
Subject: SPC DISCUSSION OF "ZONE B" DISPUTE
TAGS: PFOR, NATO, YO, IT
To: STATE INFO ALL NATO CAPITALS
BELGRADE
Type: TE
Markings: Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 30 JUN 2005

Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 30 JUN 2005